



CS 30001
Avenue de la Côte de Nacre
14033 - CAEN Cedex

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° 2025120 du 11/09/2025

En application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique

Objet :

**Travaux de mise en œuvre des systèmes de calfeutrement de
pénétration et des joints linéaires pour le CHU de Caen**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
TITULAIRE :	4
SOUS-TRAITANCE :	4
REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :	4
1.1 MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
1.2 CONTROLE TECHNIQUE	4
1.3 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	4
ARTICLE 2 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
2.1 OBJET DU MARCHÉ	4
2.2 FORME	5
2.3 ACCORD CADRE	5
2.4 DIVISION EN LOTS	5
2.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 EVOLUTION DES CONTRAINTES TECHNIQUES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
5.2 MODALITES D'EXECUTION.....	6
5.3 PENALITES	7
5.4 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 6 – LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 7 – PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER.....	8
7.1 PROJET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
7.2 AUTRES DOCUMENTS FOURNIS AVANT, PENDANT ET APRES EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 8 – PREVENTION DES RISQUES AMIANTE	9
ARTICLE 9 – ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....	10
ARTICLE 10 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	10
ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	10
ARTICLE 13 - PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	10
13-1 CARACTERE DU PRIX	11
13-2 CARACTERE REVISABLE DU PRIX	11
13-3 CLAUSE DE BUTOIR.....	12
ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
ARTICLE 16 – REGLEMENT DES COMPTES	13
16.1 AVANCE FORFAITAIRE SUR BON DE COMMANDE.....	13
16.2 AUTRES AVANCES	13
ARTICLE 17 – DECOMPTES MENSUELS	13
17.1 PROJET DE DECOMPTE MENSUEL	13
17.2 ÉTABLISSEMENT DE L'ACOMPTE MENSUEL	13
17.3 PROJET DE DECOMPTE FINAL.....	13
17.4 DECOMPTE FINAL.....	13
ARTICLE 18 – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	13
ARTICLE 19 – RECEPTION DES TRAVAUX.....	14

ARTICLE 20 – DELAI DE GARANTIE.....	14
ARTICLE 21 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 22 – MARCHES SIMILAIRES	14
ARTICLE 23 – RESILIATION DU MARCHE.....	14
23.1 CAS DE RESILIATION	14
23.2 INDEMNITE DE RESILIATION	14
ARTICLE 24 – REGLEMENT DES LITIGES	15
ARTICLE 25 – VERIFICATIONS RELATIVES A L’EMPLOI DE SALARIES.....	15
ARTICLE 26 - ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION.....	15
ARTICLE 27 – MODIFICATIONS DU MARCHE.....	15
ARTICLE 28 – DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX.....	15

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie (CHU de Caen) est désigné ci-après le pouvoir adjudicateur, il est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, monsieur **Julien LEMASQUERIER** (Tél : 02 31 06 54 41 - lemasquierier-j@chu-caen.fr) est l'interlocuteur du titulaire et a été désigné responsable du suivi des travaux.

Titulaire :

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

Co-traitance :

Conformément à l'article L2142-23 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / Travaux.

Le dossier présenté par le titulaire en cours de marché pour l'agrément de ses sous-traitants doit être remis au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis directement contre récépissé.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer au CHU de Caen le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché (article 50 du CCAG / Travaux).

Nonobstant la possibilité pour le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre d'exclure du chantier un sous-traitant non agréé et la possibilité d'appliquer l'article 52 du CCAG - Travaux, toute présence sur le chantier de salariés d'un sous-traitant non-agréé entraîne l'application d'une pénalité telle que définie au 5.4 du présent document.

Redressement ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.1 Maîtrise d'ouvrage et Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sont assurées en interne par la Direction générale du CHU de Caen qui a désigné en son sein **monsieur Julien LEMASQUERIER** en qualité de responsable de suivi des travaux.

1.2 Contrôle technique

Sans objet.

1.3 Coordination en matière de sécurité et protection de la santé

Sans objet.

ARTICLE 2 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet **les travaux de mise en œuvre des systèmes de calfeutrement de pénétration et des joints linéaires pour le CHU Caen Normandie.**

Les travaux se situent dans l'enceinte d'un établissement public hospitalier.

L'attention des entreprises est attirée sur la présence permanente de public au sein de l'établissement (personnel, patients, visiteurs, etc...).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) définissent les modalités juridiques en vertu desquelles sont réalisés les travaux qui font l'objet de cette consultation.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) définissent les stipulations techniques à respecter dans le cadre de la réalisation des travaux.

2.2 *Forme*

Le marché est passé par le CHU de CAEN, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG / Travaux), issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

- ☐ Appel d'offres ouvert (articles L2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du Code de la commande publique),
- ☐ Appel d'offres restreint (articles L2124-2 et R2161-6 à R2161-11 du Code de la commande publique),
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociations (articles L2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique),
- ☐ Dialogue compétitif (articles L2124-5, R2124-6 et R2161-24 à R2161-31 du Code de la commande publique),
- ☐ Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence (articles L2122-1, et R2122-1 à R2122-9 du Code de la commande publique),
- ☐ Procédure négociée avec mise en concurrence préalable (articles L2124-3 et R2124-3 du Code de la commande publique),
- ☒ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 à R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique).

2.3 *Accord cadre*

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un montant maximum de 200 000,00 € HT sur la durée du marché.

Il s'exécute au moyen de bons de commande, émis par l'établissement au fur et à mesure de leurs besoins.

2.4 *Division en lots*

☐ Oui ☒ Non

2.5 *Décomposition en tranches*

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé (ATTR1),
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- 3) L'offre financière sous la forme d'un bordereau de prix unitaires (BPU),
- 4) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- 5) Le cadre de composition de l'équipe,
- 6) Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2),
- 7) Les échanges questions/réponses,
- 8) Le CCAG - Travaux,
- 9) Le Cahier des spécifications générales applicables aux chantiers de désamiantage ou de maintenance sous protocole amiante,
- 10) La charte graphique,
- 11) La réponse technique du titulaire.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées dans son offre, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet au 1^{er} janvier 2026, ou à la date de notification si cette dernière est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2029.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de Caen et fait seul foi.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Evolution des contraintes techniques en cours d'exécution du marché

Le titulaire exécute ses prestations conformément à la réglementation en vigueur et conformément aux prescriptions du CCTP.

Si la réglementation évolue, le titulaire prendra en compte les éventuels impacts sur les prestations à réaliser.

5.2 Modalités d'exécution

Pour chaque bon de commande, la procédure est la suivante :

1. émission d'une demande de devis par un établissement,
2. émission d'un devis par le titulaire sous 10 jours calendaires, à compter de l'envoi de la demande ou de la visite sur site le cas échéant. Ce délai pourra être allongé selon les situations.
3. examen du devis par l'établissement,
4. notification du bon de commande par l'établissement,
5. exécution des prestations par le titulaire.

5.2.1 Emission d'une demande de devis par le CHU de Caen

Un représentant du CHU de Caen dûment habilité initie la procédure de commande en adressant au titulaire une demande de devis visant le marché et précisant :

- la description détaillée des prestations et des travaux attendus,
- le lieu d'exécution des prestations,
- la date de commencement et le délai d'exécution des travaux,
- le délai imparti au titulaire pour remettre son devis,
- le référent de l'établissement désigné pour l'opération.

Une demande de devis de l'établissement ne pourra en aucun cas être considérée comme constituant un quelconque engagement.

5.2.2 Devis du titulaire

Le titulaire du marché fournit au représentant du CHU de Caen dûment habilité, dans le délai imparti, à compter de la demande, un devis précisant notamment :

- les modalités techniques (équipe dédiée à l'exécution des prestations, noms des préposés) et financières de son intervention (quantités horaires),
- le planning de réalisation des prestations.

Les conditions financières proposées ne peuvent pas déroger aux pièces du marché (prix unitaires). Seules doivent être adaptées les quantités horaires des réunions de chantier et déplacements sur site).

5.2.3 Examen du devis

Au vu du devis reçu, le représentant du CHU de Caen dûment habilité se réserve le droit de demander au titulaire du marché d'y apporter des modifications et/ou de ne pas y donner suite, en totalité ou en partie.

5.2.4 Notification d'un bon de commande

Si le devis du titulaire est accepté, dans les conditions susdites, l'établissement lui adresse un bon de commande, par courrier simple ou par télécopie, précisant :

- la référence au marché,
- la nature des prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- leur délai d'exécution,
- le montant HT,
- le montant TTC,
- la TVA.

5.2.5 Réception du bon de commande par le titulaire

A compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de huit jours ouvrés pour formuler des observations sur son contenu.

Ces observations peuvent, à l'initiative de l'établissement, donner lieu à une modification du bon de commande ou à un complément de celui-ci.

Passé ce délai de huit jours, et s'il n'a pas émis d'observation, le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

5.2.6 Délai d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont adressés par télécopie ou par courriel.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande commence à la date de réception dudit bon de commande par le titulaire. Ce délai englobe l'ensemble des interventions nécessaires au complet achèvement des prestations prévues au bon de commande jusqu'aux opérations de réceptions des travaux.

Un bon de commande émis en fin d'exécution du marché restera valide après l'expiration du marché en application duquel il est émis.

5.2.7 Suspension / annulation des bons de commande

Après émission du bon de commande, le CHU de Caen conserve la faculté de suspendre ou annuler celui-ci, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. A cette occasion, le CHU de Caen prendra à sa charge les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où, celui-ci produit notamment les justificatifs afférents adéquates.

5.3 Pénalités

Les pénalités prévues au présent article sont dues quel que soit leur montant. Ce dernier est notifié, pour information, au titulaire avant transmission à la Trésorière Principale. A cet effet, les pénalités seront prélevées sur le décompte mensuel immédiatement postérieur au décompte de pénalité notifié.

5.3.1 Pénalités pour retard

Sur simple constat, sans mise en demeure préalable, au cas où le titulaire n'exécuterait pas les travaux conformément aux termes de l'accord-cadre, il s'exposerait aux pénalités suivantes, exprimées en « forfait » ou jours « calendaires » :

- Lorsque les délais contractuels sont dépassés concernant les délais de remise du devis, de réajustement ou de remise des documents prévus à l'accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.
- Lorsque les délais contractuels sont dépassés concernant les délais d'exécution, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard si l'opération est inférieure à 10 000 € HT ou 500 € par jour calendaire de retard si l'opération est supérieure à 10 000 € HT.

5.3.2 Pénalités pour mauvaise exécution

- défaut de nettoyage des voies d'accès du chantier : 100 €/jour,
- défaut de signalisation des accès du chantier : 100 €/jour,
- défaut de nettoyage du chantier et de ses installations : 150 €,
- bruit excessif : 100 €/constat de non-respect de la réglementation,
- dépôt de déchets en dehors des zones prescrites à cet effet : 100 €/infraction,

- non-respect des mesures et/ou actions correctives d'urgences demandées et notifiées par le maître d'ouvrage : 100 €/infraction,
- par jour de présence et par salarié d'un sous-traitant non agréé : 500 €,
- non-conformité des documents remis : 100 €/document,
- documents non transmis : 100€/document,
- pour absence non justifiée à un rendez-vous sur site (visite ou réunion) : une pénalité forfaitaire de 50 € par absence.

5.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécute pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées au marché, ou bien encore n'exécute pas dans une qualité recevable, le CHU de Caen **pourvoit à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 10 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU de Caen, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 6 – LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les sites concernés par les prestations sont situés (cf annexe 1 du CCTP) :

- 1 – COTE DE NACRE
Avenue de la Côte de Nacre
14033 CAEN CEDEX
- 2 - CLEMENCEAU
Avenue Georges Clémenceau
14033 CAEN CEDEX
- 3 - LA CHARITE
Centre pour Personnes Agées
53, boulevard de la Charité
14000 CAEN
- 4 - Bâtiment COUVRECHEF
27 rue des Compagnons
14000 CAEN
- 5- CENTRE D'ACCUEIL MEDICO-PSYCHOLOGIQUE (CAMPS)
Centre d'Accueil Médico-Psychologique
Centre Commercial - Quartier Haute Folie
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
- 6- SESAMS
10 rue du Professeur Edouard Zarifian
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
- 7- CUISINE CENTRALE
5, avenue du Pays de Caen
14460 COLOMBELLES

ARTICLE 7 – PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER

7.1 Projet des installations de chantier

Le projet des installations de chantier doit être transmis au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Sur le projet des installations de chantier, doit figurer l'ensemble des éléments cités au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

7.2 Autres documents fournis avant, pendant et après exécution des travaux

7.2.1. Dispositions générales

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre l'ensemble des documents prévus au CCTP. Les documents seront validés par le Maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de leur réception.

L'ensemble des documents informatiques doivent être exempts de tous virus connus le jour de leur transmission. Ils doivent être conformes à la charge graphique DOE du CHU de Caen.

Toute fabrication n'ayant pas reçu l'approbation du Maître d'œuvre peut être refusée par celui-ci. Ainsi, le Maître d'œuvre pourra demander des modifications au titulaire sans supplément de prix, ni de délai.

7.2.2. Documents à fournir pour l'ouverture du chantier

Avant dépôt d'une demande d'ouverture de chantier, le titulaire du marché devra fournir pour approbation au CHU, acheteur, les documents requis figurant au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

7.2.3 Demande de plans

Le titulaire passe obligatoirement par un référent CHU pour une demande de plan et doit tenir compte d'un délai d'une semaine afin que le CHU puisse fournir les documents demandés.

7.2.4 Documents à fournir en fin de travaux

Avant la réception définitive des travaux, le titulaire devra fournir au Maître d'œuvre sous forme de dossier des ouvrages exécutés (DOE) parfaitement agencé, les documents listés aux CCTP.

La réception ne pourra être prononcée, en cas de non remise de la totalité des documents cités.

En cas de non-respect du délai accordé, il pourra être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents (article 5.3 du présent document).

Enfin, la non-remise des documents au moment de la réception des travaux est de nature à entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire en application des articles 49 à 51 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 8 – PREVENTION DES RISQUES AMIANTE

En raison de la **présence d'amiante sur une partie des zones concernées par les travaux**, les préposés désignés par le titulaire pour exercer les missions prévues au marché, et devant intervenir sur site, doivent disposer d'une attestation de compétence, de moins de 3 ans, justifiant de leur formation à la prévention du risque amiante telle que définie à l'arrêté du 23 février 2012 (modules encadrant technique, encadrant de chantier, opérateur). A défaut, les préposés devront disposer d'une attestation de formation à la prévention du risque CMR (cancérogène, mutagène, reprotoxique) ou préciser les moyens de leur obtention.

Les préposés devront, de plus, présenter une attestation d'aptitude médicale à la non contre-indication aux interventions dans les milieux à risque amiante et au port des protections respiratoire ou préciser les moyens de leur obtention.

Dès notification du marché, un imprimé « d'information préalable » à la rédaction du plan de prévention est adressé au titulaire par la Département des infrastructures et de la reconstruction (Dir) qui doit le retourner complétée au Département Sécurité, Sûreté et Prévention (DSSP) de la Dir dans un délai de 7 jours.

Il est adressé au titulaire, dès notification du marché, la trame du Mode Opératoire Amiante (MOA) telle que celui-ci doit l'établir et le retourner au Département Sécurité, Sûreté et Prévention (DSSP) dans le délai maximal de 15 jours.

Le CHU de Caen souhaite attirer l'attention du titulaire sur le délai administratif demandé par les différents organismes pour la délivrance des aptitudes et attestations nécessaires aux interventions en milieu amianté. Il convient donc d'anticiper le plus possible ces démarches.

A noter que s'il ne les a pas fournies dans son offre, **le titulaire a 7 jours, à compter de la notification du marché**, pour produire les aptitudes et attestations de ses intervenants sur site, qui, en tout état de cause ne pourront se rendre en milieu amianté sans présenter au préalable, lesdits documents.

A la charge du titulaire de mettre à disposition de ces personnels les équipements nécessaires à la bonne exécution de son marché et à la protection des ouvriers et du personnel (Equipement de Protection Individuelle, moyens d'accès, matériels, stockage, élimination et évacuation des déchets). Ces matériels et équipements devront respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leurs certificats de contrôle périodique.

Les entreprises doivent respecter l'ensemble des dispositifs de prévention préconisés par le CHU, le CT, les services d'Inspection du Travail et la CRAM, ainsi que toutes les lois et règlements.

Règlements spécifiques à l'amiante :

- Code du Travail : Partie IV, Livre IV, Titre I, Chapitre II, Section 3, Sous-section 2, Articles R4412-94 à R4412-124 et Sous-section 4, Articles R 4412-144 à R4412-148 : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante
- Code de la Santé Publique : Partie I, Livre III, Titre III, Chapitre IV, Section 2, Sous-section 4, Articles R 1334-25 à R1334-29-3 : Obligations issues des résultats des repérages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

ARTICLE 9 – ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le titulaire doit respecter toutes les mesures prévues par le Plan Général de Coordination. De même, il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

ARTICLE 10 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G./ Travaux, ou déroge à ce dernier.

ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G-Travaux et des fascicules du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre assisté du bureau de contrôle.

Dans le cas où ces vérifications donneraient des résultats insatisfaisants, le coût de vérification serait à la charge du titulaire jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages sont prévus par les fascicules du C.C.T.G., et le cas échéant précisés aux C.C.T.P.

Le titulaire est tenu d'effectuer les essais prévus au marché à ses frais.

Les essais complémentaires éventuels, demandés par le Maître d'Ouvrage, sont à la charge de ce dernier s'ils sont favorables au titulaire et à la charge du titulaire si le résultat conduit à un refus de réception de la partie d'ouvrage.

ARTICLE 13 - PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Dans le cadre du présent marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le bordereau de remise des prix ou sur tout autre document relatif à l'offre.

13-1 Caractère du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés **par le bordereau de prix unitaire**.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et dans ses annexes sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

13-2 Caractère révisable du prix

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables à l'établissement et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer à l'établissement, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mois zéro=octobre).

Les prix seront révisés annuellement à compter du **1^{er} janvier 2027**.

La révision des prix du présent marché ne pourra se faire qu'à la demande expresse du titulaire formulée au plus tard un mois avant la date de révision sur la base des derniers indices publiés.

A défaut, le titulaire est réputé renoncer à la révision. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) :

Les indices de référence utilisés pour l'actualisation du prix du marché sont ceux publiés par le MONITEUR (<http://services.lemoniteur.fr/indices-index>), à savoir :

Intitulé	Indice BT utilisé
Rénovation-entretien tous corps d'état	BT 50

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient multiplicateur (C) donné par la formule suivante :

$$C = \frac{BT50}{BT50^0}$$

dans laquelle :

BT50 : valeur du dernier indice publié à la date de la demande de révision par le titulaire,,

BT50⁰ = valeur de l'index BT50 au mois zéro.

Les coefficients de variation des prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où l'un des indices serait supprimé au cours de l'exécution, les parties lui substituerait un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'une indemnité.

13-3 Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3%.

Cette clause n'est pas appliquée de manière automatique, mais à l'appréciation du CHU de Caen, en fonction des conditions particulières du marché.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG - Travaux.

Conformément au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **Chorus Pro** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant le CHU de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service permettant de distinguer les différents services du CHU de Caen
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande « TRAV...+ n° »

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché indiquent les mentions légales, et les indications suivantes :

- ◆ les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ **le numéro du bon de commande,**
- ◆ la prestation exécutée,
- ◆ le montant hors taxe des travaux exécutés,
- ◆ le prix des travaux et prestations accessoires,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des travaux exécutés,
- ◆ la date de facturation.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au CHU de Caen une indemnisation complémentaire, sur justification.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux. Cette retenue de garantie sera restituée, si le titulaire du marché a rempli toutes ses obligations, dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où le CHU de Caen serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités, réparations diverses imputables au Titulaire du marché, ce dernier devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique. La retenue de garantie est remboursée dans les conditions visées à l'article 124 du même décret.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES COMPTES

16.1 *Avance forfaitaire sur bon de commande*

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

16.2 *Autres avances*

Aucune autre avance n'est accordée au titulaire à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 17 – DECOMPTES MENSUELS

Conformément à l'article 10.2 du CCAG - Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels au fur et à mesure de l'exécution du marché.

17.1 *Projet de décompte mensuel*

Le titulaire remet au maître d'œuvre son projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG – Travaux.

Le projet de décompte comportera les indications minimales ci-après :

- la date d'envoi du projet au maître d'œuvre,
- la désignation des parties contractantes,
- le rappel des coordonnées bancaires,
- les numéro et date du marché,
- l'intitulé du marché faisant l'objet de la demande de paiement,
- le numéro de la situation et le mois d'exécution des travaux correspondants,
- les prix indiqués au marché (exprimés en prix de base),
- le montant de la T.V.A.,
- le prix T.T.C.,
- le cas échéant, la référence de l'ordre de service,
- le cas échéant, les attestations de délégations de paiement pour les sous-traitants.

LE TITULAIRE S'ENGAGE A RESPECTER LES INSTRUCTIONS PRESENTES EN CE QUI CONCERNE LA FACTURATION. À DÉFAUT, LES FACTURES SERONT IRRECEVABLES ET LUI SERONT RETOURNEES.

17.2 *Etablissement de l'acompte mensuel*

Le maître d'œuvre établit l'acompte dans les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG -Travaux.

17.3 *Projet de décompte final*

Le projet de décompte final s'établit dans les conditions énoncées à l'article 12.3 du CCAG – Travaux.

17.4 *Décompte final*

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre ; il devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre établit le décompte général à partir du décompte final de l'entrepreneur conformément à l'article 12.4.1 du CCAG - Travaux.

ARTICLE 18 – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier auront lieu sur place, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'Œuvre. Pour les rendez-vous de chantier où sa présence est requise, le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un technicien qualifié habilité à prendre des décisions financières et techniques engageant l'entreprise dans le cadre de son marché.

A défaut, le titulaire sera réputé absent et s'exposera à la pénalité prévue au 5.4 du présent document.

Les rendez-vous de chantier seront présidés par le Maître d'Œuvre qui en délivrera le compte-rendu. Le titulaire devra faire connaître, par écrit, dans les huit jours, les réserves qu'il pourrait formuler sur ce compte-rendu.

ARTICLE 19 – RECEPTION DES TRAVAUX

A réception du procès-verbal de réception des travaux et éventuellement du procès-verbal de levées de réserves, la validation de la facture vaut « service fait ».

ARTICLE 20 – DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la réception finale des travaux.

Conformément à l'article 44 du CCAG - Travaux, les garanties biennales ou décennales indiquées au C.C.T.G. Travaux et celles dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil sont applicables s'agissant des ouvrages et des travaux réalisés.

ARTICLE 21 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil. Cette attestation doit être valable à la date d'ouverture du chantier et correspondre aux travaux réalisés.
- D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 22 – MARCHES SIMILAIRES

En application de l'article R2122-8 du décret du 3 décembre 2018 portant sur la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour des travaux similaires à ceux du présent contrat.

ARTICLE 23 – RESILIATION DU MARCHE

23.1 Cas de résiliation

Le CHU de Caen pourra décider de procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du titulaire et sans qu'il ne puisse prétendre à une indemnité et sans mise en demeure préalable, dans les conditions suivantes :

- si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions des articles 21 et 25 du présent document,
- si la mauvaise exécution des travaux et prestations a été relevée, une mise en demeure préalable lui ayant été adressée par lettre recommandée avec avis de réception lui enjoignant de respecter ses obligations, dans un délai fixé par le CHU de Caen et l'informant de la possible résiliation du marché ou au cas où un nouveau manquement serait observé au cours du mois suivant.

23.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire (article 50.3 du CCAG - Travaux), ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 50.1 (événements extérieurs) et 50.2 (fait du pouvoir adjudicateur) du CCAG / Travaux, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

En l'absence de minimum contractuel, aucune indemnité n'est due en cas de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des travaux et prestations payés. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU de Caen s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG - Travaux, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU de Caen, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le CHU de Caen, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

ARTICLE 24 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, non résolu de manière amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Caen.

ARTICLE 25 – VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DE SALARIES

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 23 du présent CCAP.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du CHU de Caen sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 27 – MODIFICATIONS DU MARCHE

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée aux articles L2194-1 à L2194-3 du Code de la commande publique.

Le CHU de Caen pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- En cas de modification du périmètre des travaux et prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence,
- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 28 – DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

Les dispositions du Cahier des Charges Administratives Générales (CCAG) relatives aux marchés de Travaux sont applicables au présent marché :

- Dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP),
- Pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
------	------	-------

Article 3	Article 3.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 5.3	Article 19	Pénalités : montants et mise en œuvre
Article 23.1	Article 50	Absence de mise en demeure avant résiliation
Article 23.2	Article 50.4	Indemnisation suite à résiliation